

L'Union européenne amorce sa dissolution



[Source : voltairenet.org]

[Photo : Bloomberg]

par Thierry Meyssan

Le Traité du Quirinal, conclu par la France et l'Italie, ainsi que le projet de gouvernement du prochain chancelier allemand, Olaf Scholtz, sont incompatibles avec l'histoire de l'Union européenne. Paris et Berlin viennent de poser des actes concrets qui ne peuvent qu'amorcer l'inévitable dissolution de l'Union européenne.

[Voir aussi Derrière le dos des peuples européens]

Par Thierry Meyssan

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Winston Churchill imagina un système permettant aux Anglo-Saxons de s'assurer que l'Europe occidentale ne tomberait pas dans les mains de l'Union soviétique et qu'ils en conserveraient le contrôle. Il s'agissait de créer un marché commun européen avec les pays ruinés qui acceptaient le Plan Marshall. (([1] « Histoire secrète de l'Union européenne », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 28 juin 2004.))

Les États-Unis et le Royaume-Uni avançaient alors de concert. En quelques années, ils jetèrent les bases de notre monde : l'Otan est une alliance militaire dominée par eux, tandis que ce qui est devenu l'Union européenne est l'organisation civile pour leurs alliés. Certes, les membres d'une institution ne sont pas nécessairement membres de l'autre, mais il n'en reste pas moins que, basées à Bruxelles, l'une et l'autre sont les deux faces d'une même médaille. Les services communs des deux structures sont discrètement installés au Luxembourg.

Après la crise entre Washington et Londres lors de l'expédition de Suez, le Royaume-Uni qui était en train de perdre son Empire, décida d'entrer dans ce

qui n'était pas encore l'Union européenne. Si Harold Macmillan échoua en 1958, Edward Heath y parvint en 1973. Mais l'équilibre des forces évoluant encore, le Royaume-Uni quitta l'Union européenne fin 2020, se tournant à nouveau vers son ancien Empire (« Global Britain »).

Tous les documents de l'Union européenne sont traduits dans chaque langue officielle des pays membres. Plus l'anglais qui en est devenu la langue officielle alors qu'il ne l'est plus d'aucun de ses membres. Ce n'est pas parce que les Britanniques en ont fait partie, mais parce que l'Union est sous la coupe de l'Otan ainsi que le précise l'article 42, paragraphe 7 du Traité sur l'Union européenne modifié par le Traité de Lisbonne (qui a remplacé par la force le Traité constitutionnel rejeté par les peuples).([2] Art. 42 §7 : « Au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies. Cela n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres. Les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, qui reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre ».)

L'Allemagne, qui fut occupée par les quatre vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1990, c'est-à-dire après sa réunification, s'est toujours satisfaite de ne plus être une puissance militaire. Aujourd'hui encore, ses services secrets, réorganisés par les USA avec leur ancien personnel nazi, leur sont toujours tout dévoués, tandis que le Pentagone y dispose de très importantes bases militaires avec fiction d'exterritorialité.

La France, au contraire, rêve d'indépendance militaire. C'est pourquoi Charles De Gaulle, qui avait été le leader de la France Libre durant la Seconde Guerre mondiale, la fit quitter le commandement intégré de l'Otan, en 1966. Mais Nicolas Sarkozy, qui avait été élevé adolescent par le fils du créateur états-unien du réseau Stay-behind de l'Otan (« Gladio »), la réintégra en 2009. Aujourd'hui, les opérations extérieures de l'armée française sont donc, en pratique, commandées *in fine* par des officiers états-unis.

Durant des années, l'Allemagne et la France prirent le leadership de ce qui est devenu l'Union européenne. François Mitterrand et Helmut Kohl imaginèrent de transformer le marché commun en un État supranational –toujours vassal des États-Unis– capable de rivaliser avec l'URSS et la Chine : l'Union européenne. Cette structure, à la quelle les États-Unis exigèrent que les anciens membres du Pacte de Varsovie adhèrent en même temps qu'ils rejoignaient l'Otan, devint une bureaucratie colossale. Malgré les apparences, le Conseil des chefs d'État et de gouvernement n'est pas un super-gouvernement, mais une chambre d'enregistrement des décisions de l'Otan. Celles-ci sont élaborées par l'Alliance atlantique –toujours dominée par les États-Unis et le Royaume-Uni–, puis transmises à la Commission européenne, soumises au Parlement et en définitive ratifiées par le Conseil.

Il faut bien comprendre que l'Otan à vocation à se mêler de tout : de la composition du chocolat (il y a une barre de chocolat dans la ration du soldat) à la construction des ponts (ils doivent être utilisables par des blindés), en passant par les vaccins anti-Covid (la santé des civils conditionne celle des militaires) ou les virements bancaires (il faut surveiller les transactions ennemies).

Les armées britannique et française étaient les deux seules qui pesaient dans l'Union européenne. Elles se sont donc rapprochées avec les Traités de Lancaster House, en 2010. Mais lorsqu'intervint le Brexit, l'armée française se retrouva encore seule, comme l'atteste la résiliation des contrats franco-australiens de construction de sous-marins au profit de Londres. La seule option qui restait à la France était de se rapprocher de l'armée italienne, pourtant deux fois plus petite que la française. C'est ce qui vient d'être décidé avec le Traité du Quirinal (2021). Cette opération a été facilitée par l'idéologie commune d'Emmanuel Macron (ancien banquier chez Rothschild) et Mario Draghi (ancien banquier chez Goldman Sachs) et leur leadership commun sur la réponse politique à l'épidémie de Covid. Au passage, on remarquera l'invraisemblable jargon politiquement correct dans lequel ce document est rédigé, très loin des traditions latines. ([3] « Traité du Quirinal », *Réseau Voltaire*, 26 novembre 2021.))

Il se trouve que dans le même temps, la chancelière Angela Merkel cède sa place à Olaf Scholtz. Celui-ci n'a que faire, ni des questions militaires, ni des déficits budgétaires français et italiens. L'accord de coalition de son gouvernement ([4] *Mehr Fortschritt wagen. Bündnis für Freiheit, Gerechtigkeit und Nachhaltigkeit*, Sozialdemokratischen Partei Deutschlands (SPD), Bündnis 90 / Die Grünen und den Freien Demokraten (FDP), 2021.)) aligne la politique étrangère allemande en tous points sur celle des Anglo-Saxons (USA + Royaume-Uni).

Jusqu'alors les gouvernements d'Angela Merkel luttèrent contre l'antisémitisme. Le gouvernement Scholz va plus loin en s'engageant à soutenir « toutes les initiatives qui promeuvent la vie juive et promeuvent sa diversité ». Il ne s'agit plus de protéger une minorité, mais de la promouvoir.

Concernant Israël, que le Royaume-Uni et les États-Unis ont créés dans une logique impériale, ([5] « Qui est l'ennemi ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 août 2014.)) le nouvel accord stipule également que « la sécurité d'Israël est un intérêt national » de l'Allemagne, et promet de bloquer « les tentatives antisémites de condamner Israël, y compris à l'ONU ». Il déclare que l'Allemagne continuera à soutenir la solution à deux États du conflit israélo-palestinien (c'est-à-dire qu'elle s'opposera au principe « un homme, une voix ») et se félicite de la normalisation des relations entre Israël et les pays arabes. Ce faisant, le gouvernement Scholz enterre la politique traditionnelle du SPD, dont le ministre des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel (2013-18), qualifiait le régime israélien d'« apartheid ».

Olaf Scholtz est un avocat préoccupé de faire fonctionner l'industrie de son

pays sur la base d'un compromis entre les ouvriers et le patronat. Il n'a jamais trop été présent sur les questions internationales. Il a désigné la juriste verte Annalena Baerbock comme ministre des Affaires étrangères. Elle n'est pas seulement une partisane des énergies décarbonées, mais un agent d'influence de l'Otan. Elle soutient haut et fort le principe de l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan et à l'Union européenne. Elle est opposée à la Russie et donc refuse le gazoduc Nord Stream 2 et encourage le projet de terminaux gaziers pour importer du gaz des États-Unis par méthaniers malgré le prix exorbitant de ces installations. Enfin elle qualifie la Chine de « rival systémique » et soutient tous ses séparatismes, taïwanais, tibétains et ouïghours.

Il est prévisible que les politiques de Berlin et de Paris vont donc lentement s'éloigner jusqu'à faire ressurgir le conflit qui opposa les deux pays, causant trois guerres de 1870 à 1945. Contrairement à la publicité, ainsi que je l'ai rappelé plus haut, l'Union européenne n'a pas été créée pour assurer la paix en Europe occidentale, mais pour stabiliser les populations dans le camps anglo-saxon durant la Guerre froide. Le conflit franco-allemand n'a jamais été résolu. L'Union européenne, bien loin de faire la paix, a posé un édredon sur le problème plutôt que de le régler. Durant les guerres de Yougoslavie, les deux pays se sont durement affrontés militairement : l'Allemagne soutenait la Croatie, tandis que la France soutenait la Serbie. Berlin et Paris s'entendaient dans les frontières de l'Union, mais se faisaient la guerre à l'extérieur. Les spécialistes des opérations spéciales savent qu'il y a eu des morts des deux côtés.

Les politiques étrangères qui fonctionnent sont celles qui traduisent l'identité de leur nation. Aujourd'hui, le Royaume-Uni et l'Allemagne poursuivent leur route, fiers de ce qu'ils sont, pas la France qui traverse une crise d'identité. Emmanuel Macron assurait au début de son mandat qu'« il n'y a pas de culture française ». Il a changé de discours depuis, sous la pression de son peuple ; de discours, mais pas de pensée. La France a des moyens, mais ne sait plus qui elle est. Elle poursuit la chimère d'une Union européenne indépendante rivalisant avec les États-Unis alors que les 26 autres membres n'en veulent pas. L'Allemagne commet cependant une erreur en s'abritant sous le parapluie nucléaire états-unien alors que cette grande puissance est entrée en décomposition.

Il est évident que nous venons d'entrer dans la phase de dissolution de l'Union européenne. C'est une chance pour chacun de retrouver sa pleine indépendance, tant cette structure est sclérosée. Mais c'est aussi, et surtout, un défi qui peut vite tourner au drame. Les États-Unis s'effondrent sur eux-mêmes et bientôt l'Union européenne n'aura plus de suzerain. Ceux qui la composent devront se positionner chacun face aux autres. Il est extrêmement urgent de commencer à nous comprendre non plus comme de simples partenaires commerciaux, mais comme des partenaires en toutes choses. Ne pas le faire conduira inévitablement à la catastrophe, à la guerre généralisée.

Chacun a pu constater que tous les membres de l'Union européenne –sauf les Anglais, mais ils sont partis– partagent des éléments culturels communs. Ces

éléments sont aussi ceux de la Russie qui est plus proche de l'Union que ne l'est le Royaume-Uni. Il est désormais possible de reconstruire l'Europe comme un réseau d'États et non plus comme une bureaucratie centralisée, en s'ouvrant à ceux qui étaient artificiellement séparés par les Anglo-Saxons pour assurer leur domination sur le continent durant toute la Guerre froide. C'est ce dont parlait Charles De Gaulle lorsque, s'opposant à Winston Churchill, il déclarait vouloir l'« Europe de Brest à Vladivostok ».
